

50^e

Anniversaire

ANEFÉ

Sous le haut patronage de
Monsieur Gérard Larcher
Président du Sénat

Lundi 13 octobre 2025

Palais du Luxembourg



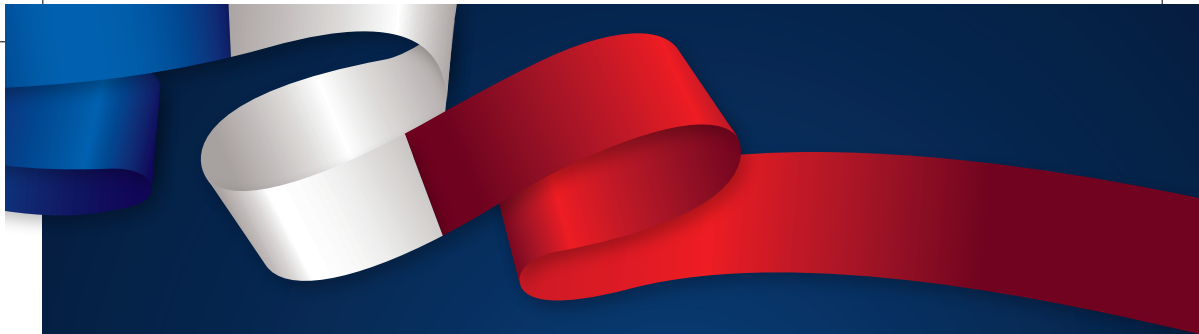


Association nationale des écoles françaises de l'étranger

L'ANEFE a pour but de rassembler les établissements établis hors de France proposant un enseignement conforme aux programmes en français, de même que ceux proposant des activités éducatives autour de la pratique du français.

L'association a pour vocation générale d'aider ces établissements à fonctionner dans les meilleures conditions possibles et de s'efforcer, tant par son action propre que par ses interventions auprès des Pouvoirs Publics, d'obtenir pour ceux-ci le maximum de moyens afin d'assurer leur existence et de permettre leur essor.

L'ANEFE siège au conseil d'administration de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger (AEFE), à la Commission Nationale des Bourses, ainsi qu'à diverses instances de concertation.



Sommaire

Le mot du président, Olivier Cadic	4
Guide ANEFE	7
Le mot du président d'honneur, André Ferrand	8
Le Bureau	10
Administrateurs de droit de l'ANEFE	11
Administrateurs élus de l'ANEFE	10
Historique de l'ANEFE	14
Nos prêtres	17
... On a toujours vingt ans	18



Le mot du président

Olivier Cadic

Sénateur représentant
les Français établis hors de France

**L'ANEFE — 50 ans de fidélité,
d'innovation et d'ouverture
au service de l'enseignement
français à l'étranger**

Créée en 1975, l'Association nationale des écoles françaises de l'étranger (ANEFE) célèbre cette année un demi-siècle d'engagement au service des communautés éducatives françaises et francophones à travers le monde.

Initiée par le sénateur **Jacques Habert**, puis développée par le sénateur **André Ferrand** dans le respect de cette vision fondatrice, l'ANEFE doit beaucoup à leur engagement et à leur clairvoyance. Ensemble, ils ont bâti un outil unique au service des écoles françaises à l'étranger.

Président de l'ANEFE depuis 2021, je tiens à saluer le travail remarquable accompli par mes deux prédécesseurs.

Depuis cinquante ans, l'ANEFE accom-
4 • pagne la création et le développe-

ment d'écoles qui portent haut la langue française, les valeurs humanistes et l'héritage des Lumières.

C'est au sein de ces établissements que s'opère **la plus efficace des diplomaties : celle du partage des idées et des cultures**, car les trois quarts des élèves qui y sont scolarisés sont étrangers ou bi-nationaux.

Son action constante répond à une ambition : offrir à chaque famille française de l'étranger la possibilité de scolariser ses enfants dans un environnement fidèle aux standards de l'Éducation nationale.

Historiquement, l'ANEFE a permis **d'obtenir la garantie de l'État sur 147 emprunts pour financer les projets immobiliers d'établissements scolaires sur tous les continents**,

contribuant ainsi à offrir à des générations d'élèves un cadre d'apprentissage durable et de qualité.

En 2009, alors que le ministère de l'Économie envisageait de mettre un terme à ce dispositif, j'avais proposé au président Ferrand un mécanisme innovant : permettre aux écoles d'« acheter » la garantie de l'État afin de réduire leur coût d'emprunt et le risque pour les finances publiques.

Le CFBL, premier établissement à bénéficier de cette approche dans le cadre du Plan Écoles au Royaume-Uni, a ouvert la voie à un modèle qui a prolongé le dispositif pendant près d'une décennie.

Lorsque la réforme du programme d'obtention de la garantie de l'État fut adoptée, près de dix ans plus tard, j'ai eu le privilège de collaborer avec André Ferrand pour finaliser les deux derniers dossiers selon les anciennes conditions — à Oman et au Panama — tout en trouvant une solution de refinancement pour le Lycée international de Londres Winston Churchill.

À l'issue de cette transition, André Ferrand a souhaité que je lui succède, avec le soutien du conseil d'administration.

Aujourd'hui, l'enseignement français à l'étranger se trouve à un tournant décisif.

L'objectif fixé par le Président de la République — doubler le nombre d'élèves d'ici 2030 — traduit une ambition forte, mais il reste encore un long chemin à parcourir.

Cette ambition doit tenir compte d'une réalité : **près de 80 % des enfants français vivant hors de nos frontières ne sont pas scolarisés dans le réseau de l'AEFE.**

Face à ce constat, l'ANEFE défend une **vision plus inclusive** de l'enseignement français à l'étranger.

Elle reconnaît et soutient la diversité des parcours, notamment ceux proposés par des écoles francophones non homologuées, qui préparent néanmoins leurs élèves au diplôme national du brevet et au baccalauréat. L'exemple de Madagascar, où 80 % des bacheliers proviennent de ces établissements, en est une illustration éclatante.

Au fil des décennies, **la progression du modèle anglo-saxon** a fragilisé la place du système éducatif français. Pour éviter une marginalisation durable, l'ANEFE réinvente ses

missions. Forte de son expérience unique, elle a adapté ses statuts afin d'aller au contact de nouveaux publics.

À terme, l'ANEFE pourra devenir **une agence d'évaluation de la qualité** des écoles françaises à l'étranger, gage de transparence et de confiance pour les familles comme pour les partenaires institutionnels. La création du **guide ANEFE** constitue la première étape de ce chemin.

Notre action s'appuie sur une **direction collégiale** et sur l'engagement d'un collectif d'élus, de responsables d'établissements et de bénévoles. Je remercie sincèrement les membres du bureau et du conseil d'administration pour leur participation et leur précieux apport.

Aux côtés des écoles et de leurs équipes, l'ANEFE demeure fidèle à sa mission première : soutenir les initiatives locales, valoriser l'excellence éducative française et accompagner la croissance du réseau.

En ce 13 octobre 2025, dans les salons Boffrand du Sénat, nous célébrons cinquante années d'engagement partagé. Cet anniversaire n'est pas seulement un hommage au passé : c'est une promesse d'avenir, portée par l'innovation, la solidarité et les nouvelles technologies.

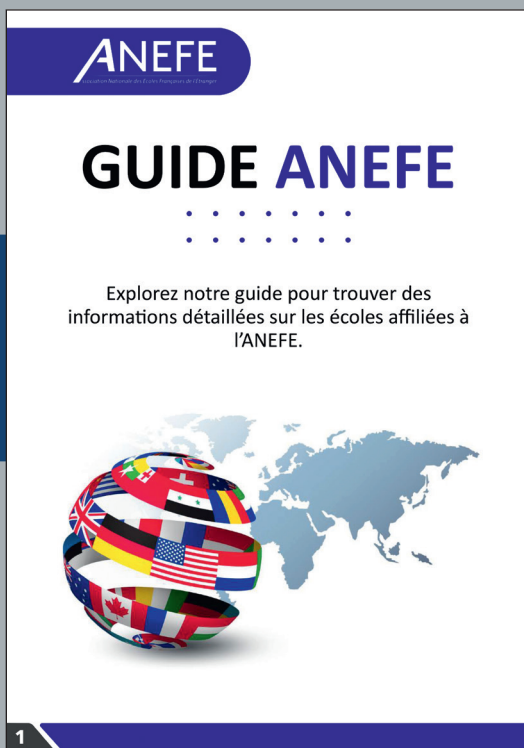
L'ANEFE continuera d'être aux côtés de toutes celles et ceux qui, à travers le monde, œuvrent pour que **chaque enfant puisse bénéficier d'un enseignement français ou en français de qualité, où qu'il vive.**



Inauguration du Lycée français de Panama (4 fév. 2022) avec la participation des sénateurs Olivier Cadic et Samantha Cazebonne; Olivier Brochet, directeur de l'AEFE et Arnaud de Sury, ambassadeur de France au Panama.

Guide ANEFE

Rendez-vous sur notre site
pour découvrir le guide ANEFE





« Aujourd'hui, l'ANEFE se réinvente »

André Ferrand

Promouvoir la présence de notre langue dans le monde, c'est faire partager notre culture, faire adopter nos valeurs et, finalement, accroître notre influence.

Notre réseau d'écoles à l'étranger est, dans ce but, un instrument remarquable.

Nos communautés, à mesure qu'elles s'implantent et se développent à l'étranger, ont naturellement éprouvé le besoin de créer leurs propres écoles pour éduquer leurs enfants dans notre langue.

C'est ainsi qu'à côté de quelques grands lycées fondés par l'État, un réseau de petites écoles françaises, créées à l'initiative des parents, a vu le jour.

S'est alors posé le problème du financement. S'inspirant de ce que le Parlement avait récemment accordé

sénateur Jacques Habert a souhaité que la garantie de l'État français soit également accordée à nos petites écoles de l'étranger.

Aidé par un banquier expatrié, en lien avec l'administration concernée, il a imaginé un système avant tout fondé sur un comité des prêts, chargé d'étudier les dossiers et de décider de l'attribution de la garantie de l'État.

Ainsi, en 1975, est née l'ANEFE, qui jouera un rôle majeur dans le développement de notre réseau d'écoles à l'étranger jusqu'en 2018, date de la réforme du modèle existant.

En cinquante ans d'existence, l'ANEFE a financé 147 projets dans 79 pays — un chiffre qui dit tout de notre ambition collective, mais qui ne raconte pas à lui seul les histoires humaines derrière chaque dossier : des écoles qui naissent, grandissent, se modernisent ; des enfants, des familles, des

enseignants, qui trouvent dans notre réseau une boussole, une référence, un futur.

Certes, le cadre réglementaire a changé : depuis 2018, la garantie de l'État que nous administrions a été transmise à l'AEFE. Mais l'ANEFE ne s'est jamais résumée à un dispositif financier. Pendant quarante-cinq ans, elle a été le partenaire des établissements, les accompagnant pas à pas : bâtir un dossier, surmonter une difficulté, traverser une crise temporaire... avec constance et bienveillance.

Aujourd'hui, l'ANEFE se réinvente. Elle devient un organe indépendant, tourné vers l'avenir, qui promeut la francophonie et soutient un enseignement français accessible, exigeant et ouvert au monde. Parce que dans chaque école où le français est parlé, ce sont les valeurs de liberté, de laïcité, d'excellence et d'émancipation qui rayonnent. Je sais qu'elle a su le faire avec succès et qu'elle continue d'apporter sa contribution au développement de l'enseignement français à l'étranger.

Je suis heureux d'en féliciter chaleureusement mon ami, le sénateur Olivier Cadic, ainsi que l'équipe professionnelle et amicale dont il a su s'entourer.

André Ferrand

- Président d'Honneur de l'ANEFE
- Président de l'ANEFE (2005-2021)
- Sénateur représentant les Français établis hors de France (1998-2014)
- Auteur du rapport « Financements de l'enseignement français à l'étranger : réagir et s'unir pour un nouvel élan », élaboré à la demande du Premier ministre et remis le 13 février 2004
- Chevalier de la Légion d'honneur (1995)

Le Bureau



Olivier CADIC
Président



François NORMANT
Vice-président



Dana GRUIA-DUFAUT
Vice-présidente



Michel MONSAURET
Secrétaire général



Balkis KAOUK
Secrétaire adjointe



Sébastien RICOUT
Trésorier



Brice BULTOT
Trésorier adjoint

Administrateurs de droit de l'ANEFE

(au 13 octobre 2025)

Sénateur
Président ANEFE
M. Olivier CADIC

Sénatrice
M^{me} Samantha CAZEBONNE

Sénatrice
M^{me} Olivia RICHARD

Ministère des Affaires étrangères
Secrétaire Général AEFE
représenté par
M. Bruno VALERY

Ministère des Affaires étrangères
Sous-directrice de l'immobilier AEFE
représenté par
M^{me} Odile HAGENMULLER

Ministère de l'Éducation nationale
Département DIVSS
représenté par
M. Emmanuel de TOURNEMIRE

Ministère des Affaires étrangères
Sous-direction à la Langue
française et à l'Éducation
représenté par
M^{me} Clarisse GERARDIN

Ministère des Finances
Direction Générale du Trésor
représenté par
M^{me} Isabelle DUVIVIER

UFE
M. Alain-Pierre MIGNON
Président

ADFE
M^{me} Catherine SMADJA FROGEL
Présidente

AFE
M^{me} Hélène DEGRYSE
Présidente

AFE
M. Alexandre BEZARDIN
Vice-Président

AFE
M. Ramzi SFEIR
Vice-Président

FAPEE
M. Brice BULTOT
Président

FIAFE
M^{me} Corinne LEVET
Présidente

Administrateurs élus de l'ANEFE

(au 13 octobre 2025)



Nadia CHAAYA

École française internationale
de Djeddah, Arabie Saoudite



Jean-Hervé FRASLIN

École française Arthur-Rimbaud
Dar es Salaam, Tanzanie



Dana GRUIA-DUFAUT

Lycée français Anna-de Noailles
Bucarest, Roumanie



Géraldine GUILLERMIN

Ofalycée



Laurence HURET

Lycée français René Descartes
Phnom Penh, Cambodge



Balkis KAOUK

Lycée français de Mascate,
Oman



Sébastien LAHAIE

Lycée Marcel Pagnol
Asunción, Paraguay



Jean-Marie LANGLET

Lycée français de Düsseldorf,
Allemagne



Jamil MALEYRAN
Discovery Path Education



Amelie MALLET
Lycée international Winston-
Churchill, Londres, Angleterre



Michel MONSAURET
Lycée international de Porto,
Portugal



François NORMANT
Établissement Liberté
Bamako, Mali



Sébastien RICOUT
Lycée français international
Zurich, Suisse



Cédric TOIRON
Lycée français de Séoul,
Corée du Sud



Éric VETEAU
École franco-américaine
de Chicago, USA



Henri ZELLER
Institut Saint-Dominique
de Rome, Italie

Historique

L'ANEFE depuis 1975

Années 50 & 60

La création des petites écoles françaises

Au cours des décennies 1950 et 1960, les communautés françaises de l'étranger s'étaient considérablement accrues.

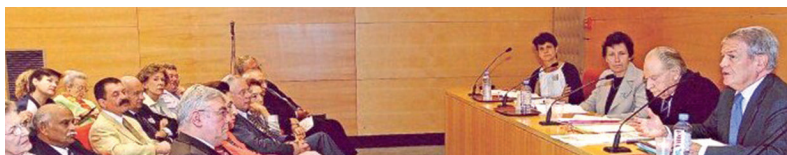
Par voie de conséquence, des dizaines de « petites écoles françaises » avaient été créées, souvent avec l'appui des ambassades et consulats, par nos compatriotes expatriés pour scolariser leurs enfants, lorsqu'il n'existait dans leur pays d'accueil aucun des grands établissements gérés par la Direction générale des relations culturelles du Quai d'Orsay.

Années 70

Création de l'Association nationale des écoles françaises de l'étranger

Au début des années 1970, la nécessité d'organiser et de regrouper les écoles françaises à l'étranger était devenue évidente.

L'Union des Français de l'Étranger et le Conseil Supérieur des Français de l'Étranger (CSFE) travaillaient sur des statuts pour une Fédération des Écoles Françaises de l'Étranger, tandis que le gouvernement souhaitait établir des règles pour les soutenir.



Ces écoles avaient un besoin urgent d'aide financière pour la construction de leurs locaux, car aucun crédit d'investissement n'était prévu. Les sénateurs représentant les Français à l'étranger ont proposé un amendement à la loi de finances de 1971 permettant à l'État de garantir des prêts pour financer la construction des écoles. Un décret de 1971 a fixé les modalités de ces prêts, qui seraient accordés à une « association privée à caractère national » basée en France.

C'est ainsi qu'est née l'Association nationale des écoles françaises de l'étranger (ANEFE), qui a été officiellement enregistrée le 1^{er} juin 1976.

Années 90

L'adaptation de l'ANEFE

Depuis la création de l'ANEFE, les textes régissant l'enseignement français à l'étranger ont évolué, mais les principes fondamentaux de reconnaissance des écoles françaises à l'étranger sont restés les mêmes. Une nouvelle loi sur l'enseignement, promulguée le 10 juillet 1989, et le décret d'application du 9 septembre 1993 définissent désormais les règles d'accréditation.

L'Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger (AEFE), placée sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères, a été créée par la loi du 6 juillet 1990. L'ANEFE détient un siège au conseil d'administration de l'AEFE, et la situation des écoles qu'elle .../...

fédère est couverte par l'article 4 de cette loi, permettant à l'AEFE d'associer des établissements locaux à ses missions.

Avec ces changements et l'évolution de l'organisation de l'État, les statuts de l'ANEFE ont dû s'adapter, mais les objectifs principaux de l'association restent constants. L'article 3 de ses statuts souligne sa vocation à aider les écoles à fonctionner dans les meilleures conditions et à obtenir des ressources pour assurer leur essor.

L'article 4 précise que l'ANEFE doit trouver des soutiens financiers pour les écoles, notamment en obtenant des crédits à court terme ou des prêts à long terme pour leurs projets de construction et d'aménagement, avec la garantie de l'État. Ces dispositions ont été étendues pour couvrir également l'achat d'immeubles à usage scolaire.



De nos jours

Nouveau dispositif de garantie pour l'enseignement français à l'étranger

Un nouveau système de garantie a été instauré à partir d'avril 2021. L'instruction des demandes relatives à ce dispositif est désormais confiée à l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger (AEFE). Pour toute question ou information complémentaire, l'AEFE est située 4, passage Colisée, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine. Vous pouvez également la contacter via son site web à l'adresse suivante : aeфе.gouv.fr/fr

Nos prêts

Emprunts consentis depuis 1975

En plus de 40 ans fonctionnement, ce sont quelques 99 établissements dans 79 pays qui ont obtenus, grâce à l'ANEFE, des prêts garantis par l'État.

Son Comité des prêts a retenu et instruit 160 dossiers correspondant à autant de prêts accordés grâce à la Commission interministérielle compétente.

Ceci représente une moyenne de quatre prêts par an ; mais en réalité, le nombre a varié d'une année à l'autre comme le montre le tableau ci-dessous (par exemple : 10 emprunts dans la seule année 2009).

⋮

AFRIQUE
Pour 36 écoles 49 emprunts

⋮

EUROPE
Pour 25 écoles 40 emprunts

⋮

AMÉRIQUE
Pour 23 écoles 35 emprunts

⋮

ASIE-OCÉANIE
Pour 15 écoles 23 emprunts



L'ANEFE A 20 A

L'Association Nationale des Ecoles Françaises de l'Etranger elle rassemble les établissements situés hors de France, dispensant un enseignement français et gérés par une société de parents d'élèves, ministériels, en 1971 et 1979, ont fixé les conditions d'octroi, à ces écoles, d'emprunts garantis par l'Etat et ont chargé l'ANEFE d'en instruire les dossiers.

Cette double mission, notre association l'a pleinement remplie. L'ANEFE regroupe aujourd'hui 160 établissements : 44 en Europe, 54 en Afrique, 32 en Amérique, 30 en Asie-Océanie, scolarisant au total plus de 60 000 élèves, dont près de la moitié sont français. Elle remplit auprès des associations gestionnaires de ces écoles un rôle d'information et de conseil. Elle les représente à Paris. Elle intervient concernant : crédits de fonctionnement, subventions, bourses, détachement d'enseignants, problèmes administratifs, etc. Sa tâche particulière se rapporte aux investissements : en vingt ans, 88 demandes d'emprunts ont été étudiées et satisfaites, 58 établissements ont été construits, acquis ou aménagés avec des prêts de l'ANEFE.

Si ce vaste travail a pu être mené à bien, c'est d'abord grâce au dévouement des parents d'élèves et à l'efficacité de leurs associations gestionnaires d'écoles. C'est aussi grâce à la volonté des trois ministères des Affaires étrangères, de l'Education nationale et de la

Coopération, de l'air malgré les difficultés budgétaires, pour qu'il y ait des écoles françaises à l'étranger ; maintenant à un haut niveau grâce à l'excellente coopération s'est établie et pourvue et les services compétents ministériels et, depuis l'Agence pour l'enseignement l'étranger.

Rien n'aurait été possible sans l'ensemble, dévouement d'enfants, français et étrangers, entier reconnaît la valeur

Pour de la première pierre de l'école française d'Almaty le 25 septembre 1981



Ecole française d'Islamabad - Pakistan

- VANUATU**
♦ école française de Port-Vila.
- VIETNAM**
♦ école française de Hanoi
- YEMEN**
♦ école française de Sana'a.

Ecoles asiatiques ayant bénéficié de prêts garantis par l'Etat :

Jérusalem (1978), Hong Kong (1981), Séoul (1981), Singapour (1981), Hong Kong 2 (1982), Séoul 2 (1983), Singapour 2 (1984), Djeddah (1985), Bangkok (1986), Jakarta (1988), Manille (1992), Singapour 3 (1994).
Soit 12 emprunts pour 8 écoles.

- EGYPTE**
♦ école Champollion d'Alexandrie, lycée français du Caire.
- GABON**
♦ lycée Blaise Pascal de Libreville.
- GAMBIE**
♦ école française de Banjul.
- GHANA**
♦ école française d'Accra.
- GUINÉE**
♦ lycée Albert Camus de Conakry.
- KENYA**
♦ collège Denis Diderot de Nairobi.

- MADAGASCAR**
♦ collège français d'Antsirabé, école primaire française de Mananjary, lycée français de Diego-Suarez, collège français de Majunga.
- MALI**
♦ lycée Liberté A de Bamako.
- MOZAMBIQUE**
♦ école française de Maputo.
- NIGERIA**
♦ école française de Kaduna, école française de Kano, école Louis Pasteur de Lagos.
- UGANDA**
♦ école française de Kampala.

Investigation des classes primaires de l'école Jules Verne de Johannesburg par le Sénateur André Mazon (mars 1993)



Cour intérieure de l'école Henri Matisse de Mouri - Comores



- RWANDA**
♦ écoles françaises de Butare, Kigali, Rubwogerwa (actuellement fermées).
- SENEGAL**
♦ école Saint-Eusèpe de Saint-Louis, école François Rabelais de Ziguinchor.
- SEYCHELLES**
♦ école française de Victoria.
- SIERRA LEONE**
♦ école française de Freetown.
- SOUDAN**
♦ école française de Khartoum.

- TANZANIE**
♦ école française de Dar es Salaam.
- TCHAD**
♦ lycée Montaigne de N'Djaména.
- TOGO**
♦ lycée français de Lomé.
- ZAIRE**
♦ lycée René Descartes de Kinshasa.
- ZAMBIE**
♦ école Champollion de Lusaka.
- ZIMBABWE**
♦ école française de Harare.

Ecoles africaines ayant bénéficié de prêts garantis par l'Etat :

Douala (1978), Le Caire (1978), Nairobi (1978), Nairobi 2 (1981), Bujumbura (1981), Conakry (1981), Saint-Louis du Sénégal (1981), Freetown (1982), Niamey (1982), Abidjan (1983), Bouaké (1984), Yaoundé 2 (1985), Conakry 2 (1985), Yaoundé (1987), Ouagadougou (1988), Conakry 3 (1988), Yaoundé (1990), Kinshasa (1991), Brazzaville (1991), Libreville (1991).

Soit 27 emprunts pour 20 écoles.

... On a toujours vingt ans

L'ANEFE a fêté son 20^e anniversaire en 1995...

20 ANS

opération, de faire le maximum, malgré les difficultés des conjonctures étrangères, pour que l'enseignement français à l'étranger soit aidé et tenu à un haut niveau. C'est enfin à l'excellente collaboration qui établit et poursuit entre l'ANEFE, les services compétents de ces trois états et, depuis 1990, avec l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Rien n'aurait été possible sans cette collaboration. En ce 20^e anniversaire, que chacun en soit remercié. Nous avons, tous les français et étrangers, un enseignement dont le monde reconnaît la valeur et qui reste riche d'un universel humanisme.

Jacques Habert

Jacques HABERT
Président de l'ANEFE



Margie Sudre

Secrétaire d'Etat chargée de la Francophonie

« Francophonie » Une idée vivante et nécessaire !
Un monde dépourvu du respect des identités de son langage, mais paradoxalement tenté par l'uniformité, la communauté francophone offre le plus d'un espace privilégié de solidarité non-Il n'y a pas de francophonie d'enjeu de poids au contraire le désir de partager un bien précieux qui immatériel, la richesse d'une langue précise, sensible et nuancée.

Un grand dessein ne serait rien sans la volonté de tous ceux qui, jour après jour, se les ambassadeurs de la francophonie. Je songe à l'articuler aux centaines de milliers de Français tant à l'étranger que, par leur action, témoignent de la force et de la vitalité du sentiment francophone. De leurs initiatives naissent des réalisations concrètes, dont la France peut s'orgueillir. L'opiniâtreté des parents d'élèves qui ont créé qui font vivre les 160 établissements primaires secondaires regroupés au sein de l'Association nationale des Ecoles Françaises de l'Etranger mérite d'être saluée. L'enseignement est le premier allié de l'espérance francophone. Elle forme les enfants, et offre des structures d'accueil pour ceux qui sont désireux d'apprendre notre langue. Par leur dynamisme et la qualité de leur enseignement, ces écoles maintiennent vivante notre tradition culturelle. Je tenais à rendre hommage avec amitié au dynamisme de l'ANEFE et de son Président, le Sénateur Jacques Habert. Bon anniversaire !

Margie SUDRE
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères chargée de la Francophonie

René Monory

Président du Sénat

« Il est un lieu où l'on a une conscience aiguë du rôle et de l'action des Français de l'étranger. C'est incontestablement le Sénat. D'abord, parce que nous sommes l'un des rares assemblées à avoir en son sein des représentants des expatriés, ce dont nous sommes fiers et heureux. Ensuite, parce que nos collègues sénateurs font un travail aussi remarquable qu'essentiel. L'ANEFE en est d'ailleurs le fruit.

Rien ne remplace les Français pour promouvoir la France : c'est vrai pour le rayonnement de notre culture et de notre langue ; ce l'est aujourd'hui, plus que jamais, s'agissant de notre économie.

Or, pour faire mieux vivre notre économie, nous devons retrouver les points de croissance que nous avons perdus depuis quelques années. Je ne connais pas d'autre voie que la relation des exportations. Mais elle exige une double condition : vendre aux nouveaux pays industrialisés, ce dont il est besoin, et donc recréer notre production sur l'immatériel et la formation pour avoir véritablement l'intelligence de ces marchés. Elle ne s'acquiert et ne se vit que sur le terrain.

Chaque jour, les Français qui ont choisi de s'installer aux quatre coins du monde remplissent cette mission. Pourtant, les expatriés de France sont très nombreux : nous ne sommes pas des partenaires européens ; nos séjours nous le disent souvent. Pour l'avant de notre pays et pour répondre à une demande croissante, notamment des jeunes, nous devons donc donner à tous ceux qui le souhaitent, les moyens de tenter cette belle aventure. Cela passe par des aides aux expatriés, des incitations fiscales, une politique en direction des entreprises pour faciliter le recrutement.

Cela passe aussi, bien évidemment, par la création d'écoles et la mise en place d'un enseignement de qualité. Car les Français qui partent à l'étranger veulent, légitimement, pouvoir le faire en famille et donner à leurs enfants les mêmes chances que ceux qui restent sur le sol de France. C'est la vocation de votre association. Elle mérite d'être saluée, encouragée et soutenue.

René MONORY
Président du Sénat

Maurice Schumann

Président de la Commission des Affaires Culturelles du Sénat

L'existence, dans le monde, d'un réseau de quelque 800 établissements d'enseignement français, est l'un des atouts les plus précieux dont dispose notre pays. Les grands lycées se trouvant dans des capitales, comme Chateaubriand à Rome, Charles de Gaulle à Londres, ou Lyautey à Casablanca, ont été fondés sur l'initiative du Gouvernement français, plus de 200 écoles ont été créées par les Français expatriés eux-mêmes pour scolariser leurs enfants, jusque dans les endroits du globe les plus éloignés.

Président de l'Union des Français de l'étranger, président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, puis ministre des Affaires étrangères, j'ai toujours admiré la volonté de nos compatriotes les plus lointains d'avoir sur place des écoles françaises et de les soutenir de leur énergie et de leurs deniers. Ayant suivi avec intérêt les dispositions nouvelles placées dans la loi, en 1970, par les Sénateurs des Français établis hors de France, c'est bien volontiers que j'ai signé le décret du 4 octobre 1971 leur permettant d'obtenir des emprunts garantis par l'Etat.

C'est en conformité avec ce décret que fut créée l'Association Nationale des Ecoles Françaises de l'étranger. Grâce au travail remarquable de ses dirigeants et surtout de notre collègue et ami Jacques Habert, qui fut vice-président de notre Commission des Affaires culturelles et s'est entouré d'une excellente équipe, cette Association a connu en vingt années un essor remarquable. Elle regroupe aujourd'hui 160 écoles dont elle défend les intérêts avec vigueur. De plus, des prêts ont permis la construction ou l'aménagement d'une soixantaine d'établissements.

En ce 20^e anniversaire, je suis heureux de féliciter l'ANEFE de l'oeuvre accomplie, de complimenter les artisans de ce succès et de remercier tous ceux, parents, enseignants et élèves, qui concourent ainsi, avec un bel élan, au rayonnement culturel de la France dans le monde.

Maurice SCHUMANN
de l'Académie française



René Monory



Margie Sudre



Maurice Schumann

ANIE
française de Dar-es-Salaam.

AD
Montaigne de N'Djamena.

GO
français de Lomé.

IRE
Renée Descartes de Kinshasa.

AMIE
soie Champollion de Lusaka.

IMBAMBEWE
école française d'Harare.

nt bénéficié de prêts
par l'Etat :

(1978), Nairobi 2 (1980), Bamako (1981),
t-Louis du Sénégal (1981), Yaoundé
1 (1983), Abidjan 1 (1983),
Abidjan 2 (1985), Abidjan 2 (1986), Moroni
akry 2 (1985), Yaoundé 3 (1990), Johannesburg
3 (1988), Yaoundé 3 (1990), Johannesburg
991), Libreville (1992), Djibouti (1993).
nts pour 20 écoles.



Vue aérienne de lycée français de San Salvador



50^e

Anniversaire

ANEFE



*Françoise Hirzel,
directrice de l'ANEFE*

Les partenaires de l'ANEFE



ASSEMBLÉE
DES FRANÇAIS
DE L'ÉTRANGER



25 rue de Ponthieu, 75008 Paris
06 33 54 62 31 • anefe1@aol.com